

Février 2024 - Secrétaire: Mme Pinault-Reid

## Mémoire à la Commission de la santé et des services sociaux de l'Assemblée nationale du Québec

Projet de loi no 37 : Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants

Bill 37: Commissioner for Children's Well-Being and Rights

---

Présenté par Chris Eustace: resident of Weredale Boys' Home (1960-61), arrière grand père, enseignant retraité, écrivain, volontaire participant à la période de questions de la CSLBP et de la CSEM et à leurs Comités des parents depuis des années. Candidat à la présidence de la Commission scolaire Lester-B Pearson en 2014 et 2020.

---

We need to create a Children's Commissioner! Our children deserve someone who will fight for their rights and make sure they are safe and protected. With a dedicated commissioner on their side, we can ensure that our kids get the support they need to thrive and succeed.

«Le projet de loi octroie entre autres au commissaire le pouvoir de faire toute enquête qu'il juge utile à l'évaluation de la mise en œuvre des programmes et de la prestation des services des organismes publics qui sont destinés aux enfants».

The purpose of this brief is to provide insight into the Anglophone educational community, using a timely example.

On February 1, the Quebec Community Groups Network - an Anglo rights group, listed a story in its Daily Briefing: «[Commission scolaire English-Montréal: 1,3 M\\$ pour contester la Loi sur la laïcité de l'État](#)».

The article mentions the Dec. 19, 2023, Council meeting, when a citizen asked questions about education tax dollars used for court challenges. The chairman, who is also president of the Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ) said: «Il n'y a pas de montant maximum».

I was that citizen.

The president added in the article: «Deuxièmement, je pense qu'on donne un bon exemple aux jeunes parce qu'on démontre que c'est important de défendre les droits des gens, qu'il faut se lever debout quand le gouvernement adopte des lois qui sont discriminatoires, comme la loi 21.»

On February 3, columnist Richard Martineau wrote: «[Les anglos font de la politique sur le dos des enfants](#)».

Using taxpayers' money to fund constitutional challenges is not a good example for our youth. Consider:

- Les commissions scolaires relèvent de la compétence du gouvernement provincial ; elles sont financées par les contribuables et le gouvernement.
- Il n'appartient pas à un groupe d'individus de décider lors d'une réunion de dépenser plusieurs 100 000 \$ pour une contestation judiciaire. Tous les contribuables doivent avoir leur mot à dire.
- Une commission scolaire ne peut imposer une politique sur tous les contribuables qu'elle représente.
- Les commissions scolaires prétendent avoir le plein appui de tous les électeurs, ce qui est une interprétation erronée et frauduleuse des faits.

It seems too much money is going toward self-serving court challenges that have nothing to do with the welfare of our youth. Recall the brief of the QESBA/ACSAQ concerning the Student Ombudsman. The Association was not helpful.

**RECOMMENDATION:** There is always a shortage of funds to help our troubled youth. The Children's Commissioner should investigate ways to obtain these funds. Meanwhile, the 2024 Québec Budget must consider more money for the welfare of our children.

Je voudrais remercier le gouvernement du Québec et la Commission parlementaire de la santé et des services sociaux de m'avoir donné l'occasion d'exprimer ma pensée sur Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants.

# Convention relative aux droits de l'enfant

La Convention relative aux droits de l'enfant est un traité qui reconnaît les droits propres aux enfants.

C'est un instrument juridique international adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1989.

Les gouvernements du Québec et du Canada l'ont ratifiée en décembre 1991. Ils se sont donc engagés à faire appliquer et à respecter les principes qu'elle contient pour tous les enfants au Québec et au Canada.

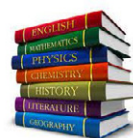
## Les principes de la Convention

1. La non-discrimination : tous les enfants bénéficient de droits, peu importe leur race, couleur, sexe, langue, religion, situation de leurs parents, etc. ;
2. L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale dans toutes les décisions le concernant : on doit répondre à ses besoins spécifiques et respecter ses droits ;
3. Le droit à la vie, à la survie et au développement : ceci inclut le développement mental, émotionnel, cognitif, social et culturel ;
4. La participation : l'opinion de l'enfant doit être prise en considération quant aux décisions qui le concernent.

## The principles of the Convention

1. Non-discrimination : all children benefit from rights, regardless of their race, color, sex, language, religion, situation of their parents, etc. ;
2. The best interests of the child are a primary consideration in all decisions concerning them: their specific needs must be met and their rights respected;
3. The right to life, survival and development : this includes mental, emotional, cognitive, social and cultural development;
4. Participation : the child's opinion must be taken into consideration regarding decisions that concern them.

A right: [Montreal Gazette - Textbooks are a right](#) - June 11, 2008



Éric Girard  
Ministre des Finances  
Ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

Objet: [Présentation de l'ACSAQ au ministre des Finances Girard - 22 janvier 2024](#)

**Bonjour Monsieur Girard,**

Introduction :

Je suis un enseignant à la retraite qui s'est présenté deux fois comme candidat à la présidence de la Commission scolaire Lester-B. Pearson. J'ai un petit-enfant inscrit à la CSLBP et un arrière-petit-enfant à la CSEM.

En juin 2020, le juge Sylvain Lussier m'a accordé le statut d'intervenant dans l'affaire du projet de loi 40 pour la réforme des commissions scolaires.

---

Je vous écris au sujet d'un extrait du « Rapport sur la consultation pré-budgétaire 2024 de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec ». Je voudrais tout d'abord m'adresser à vous en tant que ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise. Veuillez tenir compte des faits suivants :

1. J'ai assisté à une audience à la Cour suprême du Canada le 15 décembre 2008, où on a soutenu que l'ACSAQ n'était d'aucune utilité pour les familles qui cherchaient à avoir accès à des écoles anglophones (projet de loi 104). « [School Board Reform: Yes we can](#) »
2. L'ancien premier ministre Philippe Couillard a déclaré que l'ACSAQ n'avait « [ni le soutien politique ni la légitimité juridique pour représenter les citoyens anglophones du Québec](#) ».
3. Quand je me suis présenté comme candidat à la présidence, le premier point de ma campagne électorale (2021) était « Abandonner l'adhésion à l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (économie de 200 000 \$). » Aussi, notez que j'ai demandé que « [Les salaires des commissaires anglophones doivent être les mêmes que ceux des directeurs francophones](#) » ... Il en sera de même si je décide de me présenter de nouveau cette année.

---

L'extrait :

« *Élections des commissions scolaires en novembre 2024...* le financement des élections des commissions scolaires (qui sont maintenues sous une forme différente dans le projet de loi 40) est nécessaire... le secteur francophone n'a plus besoin d'organiser des élections scolaires mais ses budgets n'ont jamais été réduits. **C'est une question d'équité.** »

Dans la quête d'un financement pour les élections, l'ACSAQ a la témérité de mentionner « une question d'équité ». Veuillez tenir compte des deux lettres suivantes: [Iniquités](#) (29 déc. 2021) et [We need fair treatment in education](#) (Jan. 10, 2024)



Pendant les périodes de questions publiques à la CSEM et à la CSLBP, je centre mes questions sur les finances. Veuillez consulter le document « [Shameful does not begin to describe... Honteux n'est pas assez fort pour décrire...](#) » Je fais une recommandation à la page 1 :

« Entamer un audit juricomptable des finances de la CSEM. Apparemment, 1,5 M\$ ont été payés pour des frais juridiques qui n'ont rien à voir avec la réussite des élèves. La CSEM n'est pas une banque ; elle est responsable face aux contribuables. »

Au cours des 25,5 années durant lesquelles j'ai assisté aux réunions du Conseil, je n'ai jamais vu aucune valeur utile de l'ACSAQ pour notre communauté anglophone.

L'Association communique avec nous, mais elle ne soutient pas véritablement nos intérêts. Veuillez tenir compte du projet de loi 9 qui porte sur la mise en place d'un protecteur de l'élève. Vingt mémoires ont été présentés. L'ACSAQ était la seule qui n'était pas ravie de l'idée.

L'Association a connu un succès remarquable en élevant le statut de la langue minoritaire (l'anglais) au-delà de celui de la langue majoritaire (le français). À l'heure actuelle, les décisions prises par le président d'une commission scolaire ont plus de pouvoir que celles des conseils d'établissement et que la *Loi sur l'instruction publique*.

Ils savent jouer habilement la carte de la langue. Les tactiques manipulatrices de l'ACSAQ ne sont rien de moins qu'une escroquerie trompeuse. Lisez la page couverture de leur site Web [acsaq.qc.ca](http://acsaq.qc.ca) « Faire un don pour aider nos commissions scolaires ». Imaginez !

En éducation (K-11), nous sommes la minorité la mieux traitée au Canada. L'Association ne devrait pas avoir le pouvoir de gérer et de contrôler l'éducation des jeunes anglophones.

Pour déterminer le budget de 2024, veuillez tenir compte des besoins suivants, et non des besoins égocentriques d'une organisation dont l'arrogance, la négligence et l'extravagance ne sont pas un secret.

Respectueusement,

Chris Eustace,  
Anglo-Québécois  
[aceteacher.ca](http://aceteacher.ca)

Éric Girard, Minister of Finance  
Minister responsible for Relations with English-speaking Quebecers

Concerning: [QESBA presentation to Finance Minister Girard](#) - January 22, 2024

## Hello Mr. Girard:

### Introduction:

I am a retired teacher who twice ran for Chairman of the Lester B. Pearson School Board. I have a grandchild in the LBPSB and a great-grandchild in the EMSB.

In June 2020, I was granted intervenor status by Judge Sylvain Lussier in the school board reform Bill 40 matter.

---

I am writing to you regarding an excerpt from the 'Quebec English School Boards Association Budget Consultation 2024 Report.' First, though, I wish to address you as the Minister responsible for Relations with English-speaking Quebecers. Consider these facts:

1. I attended a hearing at the Supreme Court of Canada on December 15, 2008 where it was argued that [QESBA was of no help to families to gain access to English schools](#) (Bill 104).
2. Former Premier Philippe Couillard said QESBA has "[neither the political support nor the legal legitimacy to represent the English-speaking citizens of Quebec.](#)"
3. When I ran for chairperson, the first item on my campaign card (2021) was "Drop membership to Quebec English School Boards Association (save \$200,000). Also, note I called for "[English commissioner's salaries to be the same as French directors](#)"... It will be the same if I decide to run again this year.

---

### The excerpt:

*"School Board Elections in November 2024...Funding for school board elections (which are maintained in a different form in Bill 40) is necessary...French sector no longer has to organize school elections but its budgets were never reduced. This is a question of equity."*

In the quest for money for the elections, the QESBA has the temerity to mention "a question of equity." Consider these letters: [Iniquités](#) (29 déc. 2021) & [We need fair treatment in education](#) (Jan. 10, 2024)

---

During Public Question Periods at the EMSB and LBPSB, I focus my questions on finances. Please see document titled "[Shameful does not begin to describe...Honteux n'est pas assez fort pour décrire...](#)" I make a recommendation on page 1:

"Initiate a forensic audit of the EMSB finances. Apparently, \$1.5 M has been paid for legal fees that have nothing to do with student achievement. The EMSB is not a bank; it is accountable to the taxpaying public."

In my 25.5 years of attending Council meetings, I have not seen any value provided to our anglophone community by the QESBA.

The Association communicates with us, but they don't genuinely support our interests. Please consider Bill 9, which deals with the establishment of a Student Ombudsman (Protecteur de l'élève). There were 20 Mémoires submitted. Only the QESBA was not happy with the idea.

The Association has achieved remarkable success by elevating the status of the minority language (English) to surpass that of the majority language (French). At present, the decisions made by the Chairperson hold more power than the Governing Boards and the Education Act.

On education (K-11), we are the best treated minority in Canada. The QESBA's manipulative tactics are nothing short of a deceitful con job. The Association should not have the authority to manage and control the destiny of Anglophones.

In determining Budget 2024, please consider the needs mentioned on the last page.

Respectfully,

- Chris Eustace,  
Anglo Quebecer  
[aceteacher.ca](#)

## **Le Devoir: [Iniquités](#) - 29 décembre 2021**

Le projet de loi 40 visant la réforme des commissions scolaires a causé des divisions entre les communautés francophone et anglophone du Québec sur des questions de finances et de perspectives professionnelles.

Examinons ce qui suit : Les directeurs des centres de services francophones reçoivent quelques centaines de dollars par année pour faire le même travail que les commissaires des commissions scolaires anglophones, qui eux, reçoivent des milliers de dollars.

Deuxièmement : Le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal est composé de membres de trois centres de services francophones et de représentants de deux commissions scolaires anglophones. Ces derniers reçoivent un salaire supérieur pour les mêmes responsabilités.

Troisièmement : Actuellement, au Québec, on ne peut être simultanément conseiller municipal et directeur élu d'un centre de services scolaire. Les personnes titulaires des deux postes avaient jusqu'au 5 décembre pour donner leur démission du second afin de conserver le premier.

Le président de la Commission scolaire Sir Wilfrid Laurier, située à Laval, a argumenté, avec l'appui de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, pour faire valoir que la loi ne s'appliquait pas aux commissions anglophones.

---

## **The Suburban: [We need fair treatment in education](#) - Jan. 10, 2024**

The governance of Quebec's public education system has been a matter of debate for years.

In 2015, former Liberal Premier of Quebec, Philippe Couillard, introduced Bill 86 in an effort to restructure the province's anachronistic education system. The bill aimed to shift the "center of gravity" of the system towards schools, teachers, and parents, granting them greater autonomy and control over the direction of their children's education.

The Quebec English School Boards Association launched a campaign threatening to challenge in court the violation of minority-language educational rights guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms. The threat was effective; the bill collapsed.

In 2019, the CAQ government introduced school board reform Bill 40. The matter is currently wending its way through the judicial system. These challenges have caused an ethical issue that strikes at the heart of our Canadian values of democracy and equality.

At present, there exists a notable discrepancy in the compensation received by English-speaking commissioners serving on school boards and their French-speaking counterparts serving on service centers, despite performing equivalent duties.

Also, directors are not permitted to run for municipal offices as councillors and mayors, whereas commissioners have the liberty to do so. I believe these factors threaten to erode the very fabric of Quebec society. We must ensure fair treatment for all, regardless of background or court decisions.

~ -  
Chris Eustace,  
Anglo Quebecer  
[aceteacher.ca](http://aceteacher.ca)



[Education department falls short on special-needs students](#) - May 21, 2015

[Put the priority on fighting hunger](#) - Sept. 1, 2022

[Mental health and volunteering](#) - Oct. 11, 2023

LE DEVOIR

[Le Québec fait défaut aux élèves qui ont des besoins spéciaux](#) - 14 mars 2023

[Élèves affamés](#) - 2 sept. 2022

[Santé mentale et budget](#) - 28 mars 2023

Fin / End